

roient avoir lieu contre sa personne, la couronne et sa dignité. Et je ferai tout ce qui sera possible pour découvrir et faire savoir à sa Majesté et ses Successeurs les trahisons et conspirations que je aurai être contre lui ou quelqu'un d'eux. Et je promets sincèrement de faire tout ce qui sera en mon pouvoir pour supporter, maintenir et défendre la succession de la couronne, contre le dit Jacques et tous autres généralement quelconques; telle et ainsi que la dite Succession par un acte intitulé, "*Acte pour mieux limiter la Couronne et assurer les droits et libertés des Sujets*" est et demeure limitée à la Princesse Sophie électrice et Duchesse douairière d'Hanovre et à ses enfants protestants. Je reconnois et atteste tout ceci clairement et sincèrement et suivant les termes dont je me suis servi et suivant le bon et commun sens et interprétation ordinaire des dits termes sans aucune équivoque, subterfuge mental, ou réserve secrète. Et je fais cet aveu, reconnoissance, abjuration, renonciation et promesse de bon gré, franche et libre volonté et sur la foi d'un véritable Chrétien.

Ainsi Dieu me soit en aide.

Chapitre

CHAPITRE XL.

Qui peut-être élu pour le Parlement.

PAR le Statut de la 5e. année du règne d'Elizabeth, c. 1. aucun Chevalier, Citoyen ou Bourgeois ne peut siéger en Parlement avant qu'il n'ait prêté le serment d'allégeance et de suprémacie.

Mais remarquez qu'il y en a encore d'autres à prêter actuellement.

Comme les expressions du Writ pour l'élection des Chevaliers étoient *duos milites gladiis cinctos*, il falloit un acte du Parlement pour élire des Ecuiers notables. Aussi le Statut dit-il les Chevaliers des Comtés pour le Parlement doivent être de notables Chevaliers ou des Ecuiers et Gentilshommes nés dans le dit Comté capables d'être Chevaliers.

Un homme peut être choisi Chevalier, Citoyen ou Bourgeois quoiqu'il n'y soit pas domicilié.

Tout Chevalier, Citoyen et Bourgeois résidera et demeurera dans les Comtés, Cités et Villes. Et tout Chevalier, Citoyen ou Bourgeois qui prend sur lui et ne choisit pas de la manière prescrite par l'acte du Parlement forait cent pounds.

Si homme n'esteant inhabitant, ne free de un borough, il doit eslier, s'il voit ser-

N 2

4. Inft.
48. S^r Simon
d'Ewes J.
39. 40.

4. Inft. 102

St. 23. H. 6
c. 15.

Stat. 18.
Ed. 4. c. 2.
en Irlande.

St. 33. H.
8. c. 1.
en Irlande.

Moor fo.
551. du 74

uer

ver à leur élection, ou nemy, par le borough.

Si un homme n'est ni habitant ni libre d'un bourg, il peut choisir s'il servira ou non à leur élection pour le bourg.

Rush. col.
vol. 1. 689.

Par le Statut on ne doit pas choisir pour représentant d'une ville un bourgeois qui n'y demeure pas, mais l'usage du Parlement y est contraire. Si on portoit une information contre un semblable bourgeois fondée sur un Statut, je crois, dit *Whitlock*, que le Statut nous autoriseroit suffisamment à le condamner.

4. Inst.
49.

Le Roi ne peut point par lettres patentes exempter qui que ce soit d'être élu Chevalier, Citoyen ou Bourgeois du Parlement.

Townf.
Col. 69. 64.
Vide John
Smith's ca.

Sir Simon
d'Ewes J.
48. col. 2.
480. Col. 1.
Vide Sir S.
d'Ewes J.
482. Col. 1.

Un coutumax dans une action personnelle peut-être un bourgeois. Voyez *Bohun's collection*. p. 278. 279.

Si on contestoit une Election sur défaut de domicile, le Statut de la 23me. année d'*Henry*. 6. c. 15. rendroit la plus grande partie de la Chambre incapable de siéger car ils doivent être Bourgeois domiciliés.

Quoique la loi commune rende la partie incapable, cependant si l'on reclame le privilege de la Chambre, il est au-dessus de la loi.

ib.

Si un homme convaincu, pros crit ou excommunié

excommunié, ou illégalement élu, est rapporté, il n'y a pas de doute que ce soit un bon Bourgeois.

Un Chevalier Banneret, qui n'est pas 4. Inst. 46.
Lord du Parlement peut-être élu Chevalier, Citoyen ou Bourgeois de la Chambre des Communes, étant d'un degré plus bas qu'un Baron, qui est le dernier degré de la Chambre des Lords.

Le fils d'un Comte peut être Membre de la Chambre des Communes. Sir Sim. d'Ewe's J. 844. col. 2. 4. Inst. 47.

Un jeune homme audeffous de vingt et un ans n'est pas éligible. Et un Lord ne peut siéger en Parlement qu'il n'ait atteint vingt et un ans accomplis.

Un étranger ne peut pas être élu pour le Parlement parcequ'il n'est pas un sujet lige du Roi, quand même il seroit fait denizain par Lettres Patentes, mais s'il étoit naturalisé par Aste du Parlement non seulement il seroit éligible pour le Parlement mais encore pour toute autre place de judicature. ib.

Aucun Etranger ne peut siéger là dit Sir *Edward Coke*. Remarquez aussi que le Statut de la 4me année de la Reine *Anne*, c. 8. pour régler la succession, exclut les étrangers. Petyt's misc. parlé 173. ib.

Il fut résolu sur une question, que l'Election de Monsieur *Walter Steward* étoit nulle, parcequ'il n'étoit pas un sujet né, 4. Inst. 47. et

et qu'un warrant sortit pour un nouveau writ.

Les Juges du Banc du Roi, des Plaids Communs ou les Barons de l'Échiquier qui ont un pouvoir judiciaire ne peuvent être choisis Chevalier, Citoyens ou Bourgeois du Parlement, comme il se tient actuellement, parce qu'ils sont assis dans la Chambre des Lords. Lisez les rôles parlementaires de la 31me. année d'Henry 6.

ib. Mais les juges des autres cours Ecclésiastiques ou Civiles, s'ils ne sont pas Lords du Parlement, sont éligibles.

Moorfol.
783. n.
1083.
4. Inst. 47.

Aucun membre du Clergé, fut-il de la plus basse classe, ne peut être élu chevalier, citoyen ou bourgeois du Parlement parcequ'ils sont d'un autre corps, c'est à-dire, de la convocation.

Hakewell
59.

Le Clergé de la Chambre de convocation, n'est ni partie ni membre du parlement.

Vide Fox's
book of
Martyrs, f.
1639. 4. in.
48.
4. Inst. 48.

Un homme atteint de trahison ou de felonie &c. n'est pas éligible; car il doit-être, *magis idoneus, discretus, & sufficiens*. Les Mairs et baillifs des villes incorporées sont éligibles.

Vide contra
Brook. abr.
tit. Parl. 7.
Crompt. 16

A un parlement tenu la 38me. année d'Henry VIII. il fut reconnu et convenu que si un bourgeois du parlement étoit fait Mair d'une Ville ou revêtu d'un pouvoir judiciaire ou malade que c'étoient

toient des causes suffisantes pour en choisir d'autres.

Aucun de ceux qui font profession de la loi commune et qui la pratiquent n'est éligible. 4. Inst. 48.

Par un ordre spécial de la Chambre des Communes l'avocat général est déclaré ne pouvoir être membre de la Chambre des Communes. ibid.

A un parlement commencé en Octobre de la 28me. année du règne de la reine Elizabeth et continué jusqu'au 29. 441. 442.

Thomas Egerton Solliciteur Général fut requis par un writ de se trouver auprès des Lords du parlement dans la Chambre haute, et après y avoir été pendant trois jours il fut choisi bourgeois pour *Reading in Com. Berks*, et après que le rapport en fut fait, les communes furent à la Chambre des Lords et demandèrent qu'il fut dispensé d'y rester et renvoyé à leur chambre, mais après consultation et sa propre défense, les Lords le retinrent et la principale raison fut, parcequ'ils le possédoient les premiers.

Dans la 5me. année du règne d'Elizabeth, *Ousflow* un membre de la Chambre basse, pendant la prorogation du parlement, fut fait Solliciteur Général, et lors que le parlement se rassembla, il lui fut enjoint par un writ de se trouver à la Chambre des Lords, quoiqu'élus Orateur de

Mor. ut
Sapra. Sir
Sim d'Ewes
Journ. 121.
Col. 1. 2.

de la Chambre des Communes, mais les Communes l'ayant réclamé, il leur fut accordé, parcequ'il étoit d'abord membre de la Chambre Basse; enforte que ce fut la différence de son cas avec celui de ci-dessus.

Sir *Dudley Diggs* dit que dans ce parlement, lorsqu'il fut question de sçavoir si *Bacon*, avocat, devoit siéger dans la Chambre des Communes, il fut décidé que non, mais par faveur spéciale il lui fut permis d'y siéger, et il fut passé un ordre qu'à l'avenir aucun autre n'y siégeroit.

Nos ancêtres étoient si attentifs qu'ils ne permettoient pas à ceux qui dependoient des Cours de représenter le peuple.

En 1585. la 18me. année du règne d'*Elizabeth*, il fut décidé par la Chambre que Mr. *Jeffreys* Sergent en loi, étant un des Chevaliers pour *Suffex*, pouvoit avoir sa voix et siéger dans cette Chambre comme en étant membre, nonobstant son attenance dans la Chambre Haute comme un des Sergents en loi de la Reine, où il avoit voix consultative mais non délibérative, et où il n'étoit pas membre.

En 1580. dans la 23me. année du règne de la Reine *Elizabeth*, Les Lords rendirent à la requisiion de la Chambre *Popham*, Solliciteur Général, par ce qu'il étoit membre de la Chambre des Com-

munes

munes et qu'elle le possédoit avant qu'il fut Solliciteur ou put assister à la Chambre Haute.

Aucun *Sheriff* ne peut être choisi ni chevalier ni bourgeois pour le Parlement; pourquoi? parcequ'il est nommé par le Roi.

La 1re. année du règne de *Charles I.* Le *Sheriff* du Comté de *Buckingham* fut choisi Chevalier pour le comté de *Norfolk* et le rapport en fut fait en Chancellerie; et la Chambre des Communes lui adjugea unanimement le privilege du parlement.

La 1re. année de *Jacques I.* durant la 2me. Session il fut resolu que Sir *John Peyton* qui avoit été rapporté la premiere Session comme chevalier et avoit été ensuite choisi *Sheriff*, garderoit sa place dans la Chambre.

Les *Sheriffs* sont obligés de résider personnellement dans leurs baillages tout le temps que dure leur charge. Monsr. *Walter Long*, pendant qu'il étoit *Sheriff* de *Wilts*, fut choisi citoyen pour *Bath*; et il fut emprisonné et amendé pour cette offense, ayant siégé et servi en Parlement.

Sir *Andrew Noel* Chevalier, *Sheriff*, de *Rutland*, fit un retour en sa faveur, ce retour fut déclaré nul et il sortit un Warrant pour une nouvelle Election. Car dit *Harris* Sergent en loi, nous savons qu'un homme ne peut pas légalement

Book of
Entry 41.
1. Comp.
Jur. 3.
4. inst. 48.

Vide de
hoc pro et
con. Sir S.
d'Ewes J.
38. 436. 624
625.

Scobel 96.

Rush. col.
Vol. 1. 684.
685.

Townsh.
col. 185.
Sir S. d'Ew.
Journ. 38.
Col. 1. 2.
and 624.
col. 2.

se

Angleterre. se passer un contrat à lui-même, non plus que dans le cas actuel entre lui et le Comté, car il doit y avoir deux personnes. Ce pendant Sir Edward Hobby dit, que la Chambre pouvoit bien le recevoir et cita le cas, où les Bailliffs de Southwark se rapportèrent eux mêmes Bourgeois, et furent acceptés.

Le salaire d'un Chevalier de Comté est de quatre *shillings* par jour et celui d'un Citoyen ou Bourgeois est de deux *shillings*.

Quand une personne a été choisie dans plusieurs endroits et est rapportée pour servir, elle a la liberté de déclarer personnellement dans la Chambre pour quel endroit elle préfère servir en sorte qu'un autre Writ est émané pour une nouvelle Election, afin que le nombre soit complet.

Aucune taille ou impot ne sera imposé ni levé par nous et nos Successeurs dans ce royaume, sans le bon plaisir et le consentement des Archevêques, Evêques, Comtes, Barons, Chevaliers, Bourgeois et autres hommes libres du pays.

Le Roi veut et ordonne et les prélats ; les Lords et les Communes en Parlement y ont consenti, que les personnes et Communautés qui auront été sommées comparoissent au Parlement

ment comme elles y sont tenues et suivent l'usage ancien du Royaume d'Angleterre.

Qui que ce soit de ce royaume qui aura été sommé, soit Chevalier de Comté, Citoyen de ville, Bourgeois de Bourg ou toute autre personne ou communauté, et qui s'absentera ou ne se rendra pas à la dite sommation (à moins qu'il n'ait une excuse raisonnable et honnête à offrir à notre Souverain le Roi) sera amendé ou autrement puni suivant qu'il étoit d'usage autrefois.

On ne doit choisir pour Chevaliers de Comtés que ceux qui résident dans le Comté depuis la date de l'ordre de sommation.

On ne doit aussi choisir pour Citoyens et Bourgeois des villes et bourgs que des Citoyens et Bourgeois libres y résidant et domiciliés et non autrement.

Ceux qui ont la majorité des personnes qui peuvent dépenser 40s. par an seront rapportés Chevaliers de Comtés, et ceux qui seront choisis doivent être résidents et domiciliés dans les dits Comtés.

Ordonné &c. que tout Sheriff après la réception de chaque Writ d'élection à lui adressé, fera et donnera sans fraude un précepte suffisant, sous son sceau

Angleterre.
tre comme
autrefois.

Les chevaliers, citoyens et bourgeois s'absentant amendés et punis comme autrefois.

St. 1. H. 5
c. 11.

Les Citoyens & bourgeois domiciliés et libres dans les cités et villes.

Les Chevaliers des Comtés auront la majorité d'eux qui dépensent 40s. par an, et plus et seront domiciliés.

St. 23. H
6. c. 15.
Les citoyens & bourgeois ne doivent

Angleterre.

être élus
que par des
citoyens et
des bour-
geois ; et le
Sheriff doit
dresser son
précépce
en consé-
quence.

Les Che-
valiers, Ci-
toyens et
Bourgeois,
élus et non
duement
rapportés
ont une ac-
tion contre
le Sheriff
pour £100
avec dé-
pens.

Même ac-
tion donnée
contre le
Mair et les
baillifs
pour £40.

“ fceau à chaque Mair et Bailliff ou an-
“ Bailliff lorsqu’il n’y a pas de Mair,
“ des villes et bourgs dans son Comté,
“ qui fera mention du *Writ* et leur or-
“ donnera si c’est une ville de choisir
“ &c. des citoyens ; et si c’est un bourg
“ des Bourgeois.

“ Et tout *Sheriff* chaque fois qu’il
“ contreviendra à cet acte et à tout autre
“ déjà fait concernant les Elections des
“ Chevaliers, Citoyens et Bourgeois for-
“ faitra et payera à chaque Chevalier,
“ Citoyen ou Bourgeois élu dans son
“ Comté et dont il n’aura pas fait duc-
“ ment le rapport £100. Chacun des
“ dits Chevaliers, Citoyens et Bourgeois
“ ayant son action de dette contre le
“ dit Sheriff et les ayant cause pour le
“ recouvrement des dits £100 avec les
“ dépens et le défendeur ne pourra être
“ admis à se purger par serment ni à
“ relever le défaut.

“ Si quelque Mair et Baillifs, ou si
“ un Baillif là où il n’y a pas de Mair,
“ fait rapport d’autres personnes que
“ celles qui ont été élues, il forfaira et
“ payera à chaque personne qui sera
“ choisie par la suite Citoyen ou Bour-
“ geois et qui ne sera pas rapporté,
“ £40, et chaque Citoyen ou Bourgeois
“ ainsi grevé aura son droit d’action
“ contre le dit Mair et Baillif, ou Bail-
“ lif

Angleterre.

“ s’il s’il n’y a pas de Mair et leur ayant
“ cause pour le recouvrement des dits
“ £40, et des frais encourus.

“ Et le défendeur dans cette action de
“ dette ne pourra être admis à se purger
“ par serment ni à relever le défaut.

“ Pourvu que chacun des dits Che-
“ valiers, Citoyens et Bourgeois duc-
“ ment élus et point rapportés comme
“ suldit commencera son action dans
“ les trois mois après l’ouverture du
“ Parlement et la poursuivra efficace-
“ ment et sans fraude.

“ Si quelque Chevalier, Citoyen ou
“ Bourgeois est à l’avenir ainsi rapporté
“ par le *Sheriff* et est oté de sa place par
“ quelqu’un après le rapport fait et un
“ autre mis en sa place, si celui qui aura
“ été mis à la place de celui que l’on
“ aura oté prend sur lui d’être Chevalier
“ Citoyen ou Bourgeois à quelque Par-
“ lement il forfaira £100 envers le Roi
“ et £100 envers le Chevalier, Citoyen
“ ou Bourgeois rapporté par le *Sheriff*
“ et ensuite déplacé. Et le Chevalier,
“ Citoyen ou Bourgeois ainsi déplacé
“ aura pour les dits £100 Pounds une
“ action de dette contre celui qui aura
“ été mis à sa place, ses exécuteurs ou
“ administrateurs, pourvu qu’il commen-
“ ce sa poursuite dans les trois mois
“ après l’ouverture du Parlement, &c.

St. 1. H. 5.
c. 11.

Prescripti-
on de trois
mois pour
cette action

Ceux qui
remplace-
ront les che-
valiers, ci-
toyens et
bourgeois
déplacés
forfairont
£100.

Prescripti-
on de trois
mois pour
cette action

et

" et le défendeur dans ce cas ne pourra
 " ni se purger par serment ni relever
 " les défauts. Et que les procédés seront
 " comme dans les cas d'infraction de la
 " paix à la loi commune.

Les chevaliers de comtés ou les Ecuycrs et Gentils-hommes peuvent être élus chevaliers mais non les Journaliers.

Les membres ne doivent pas s'absenter sans permission de la Chambre couchée sur le journal.

St. 27. H. 8. c. 26. Les chevaliers et le bourgeois de Monmouth auront les mêmes droits que les autres chevaliers & bourgeois.

" Que les Chevaliers de Comtés pour le Parlement seront de notables Chevaliers des Comtés pour lesquels ils seront choisis, ou de notables Ecuycrs ou Gentilshommes nés dans iceux. Et quiconque sera Journalier ou d'une classe inférieure ne pourra être choisi Chevalier.

" Qu'aucun Chevalier de Comté, Citoyen, Bourgeois ou Baron des cinq ports, qui aura été élu Membre du Parlement ne pourra laisser le dit Parlement ni s'absenter, à moins qu'il ne soit entièrement fini ou prorogé ou qu'il n'en ait eu permission de l'Orateur ou de la Chambre siégeante, duement enrégistré, dans le Journal du Greffier du Parlement nommé pour la Chambre des Communes.

" Que les deux Chevaliers qui doivent être élus pour le Parlement dans le Comté de *Monmouth* (faisant cy-devant partie de *Gales*, et le Bourgeois pour le Bourg de *Monmouth* auront les mêmes dignité, pré-eminence & privilège que les autres Chevaliers et Bourgeois du Parlement.

" Que

" Que le chevalier qui sera élu pour ^{Angleterre.}
 " les Comtés de *Brecknock*, *Radnor*, Les Chevaliers et
 " *Montgomery* et *Denbigh* et pour tout Bourgeois
 " autre Comté dans le pays et principau- de *Gales*
 " té de *Gales* et pour tout autre bourg auront les
 " qui sera ville de Comté dans le dit mêmes pri-
 " pays aura les mêmes dignité, préémi- vilèges.
 " nence et privilège que les autres che-
 " valiers du Parlement.

" Que les deux Chevaliers qui doivent Les deux chevaliers et les deux bourgeois
 " être élus pour le Comté Palatin de
 " *Chester* et les deux citoyens comme
 " bourgeois de la ville de *Chester* auront les
 " Chevaliers et Bourgeois de la cour par- mêmes pri-
 " lementaire, et auront les mêmes voix vilèges.
 " et autorité et aux mêmes fins que les
 " autres chevaliers et bourgeois de la
 " dite cour parlementaire.

" Que les deux chevaliers qui doivent St. 25. C
 " être élus pour le Comté et les deux ch. 27. les
 " citoyens comme bourgeois de la ville deux Chevaliers et
 " de *Durham* (l'Élection des chevaliers du bourgeois de
 " Comté à être faite par la majorité des *Durham*
 " francs tenanciers et les bourgeois par la auront les
 " majorité du Mair, des Echevins et des mêmes pri-
 " hommes libres présents) seront cheva- vilèges.
 " liers et bourgeois de la grande Cour
 " Parlementaire, à toutes fins que de
 " droits, et y auront les mêmes voix
 " autorité et place que les autres cheva-
 " liers et bourgeois de la dite Cour, tels
 " et ainsi que les autres chevaliers et
 " bourgeois

Angleterre. " bourgeois de cette grande cour en usent et jouissent.

St. 5. Eliz.

C. 4

" Les chevaliers, citoyens, &c. doivent prêter le serment de suprémacie devant le Lord Steward ou ses députés avant de siéger en parlement autrement ils perdront leur place et encourront les mêmes peines que s'ils avoient siégé sans être élus.

St. 7. Jacques 1. C.

6.

" Les chevaliers, citoyens prendront à chaque Parlement ou scf

" ou Session Parlementaire, seront tenus *Angleterre.*
 " de faire, prendre et prêter le Serment *tion le serment d'allé-*
 " d'obéissance mentionné dans le Statut de *gence en-*
 " la 3^{me}. année de Jacques I. chap. IV. *tre les*
 " appelé communément le Serment d'allé- *mains du*
 " geance, * entre les mains du Lord Stew- *Lord Stew-*
 " ard de la maison du Roi ou de son ou *art, avant*
 " de ses députés. *de siéger.*

" Qu'aucun membre de la Chambre des
 " Communes ne pourra voter dans la
 " dite Chambre ni y rester pendant les *St. go. C.*
 " débats, après que l'Orateur sera choisi, *2. C. 1.*
 " à moins qu'il n'ait prêté les Serments *Les mem-*
 " d'allégeance et de suprémacie et n'ait *bres de la*
 " fait, sousscrit et répété hautement la *Chambre*
 " déclaration, (mentionnée dans cet Acte *des Com-*
 " et vulgairement nommé le test) lesquels *munes ne*
 " Serments et déclaration seront à ce *pourront si-*
 " Parlement et à tous les autres à l'aye- *éger et vo-*
 " nir solennellement et publiquement *ter après*
 " faits et sousscrits entre neuf heures du *l'élection*
 " matin et quatre heures de l'après midi *de l'Orateur*
 " par chaque membre à la table, dans le *à moins qu'*
 " milieu de la dite Chambre et lorsqu' *ils n'ayent*
 " elle est siégeante et complète, avec *prêté les*
 " l'Orateur dans la chair, et dans le même *serments*
 " ordre que l'on appelle la Chambre. *d'allégean-*
 " Tout membre de la Chambre des *ce et de su-*
 " Communes qui fera quelque chose en *prémacie &*
 " contravention à cet acte sera considéré *n'ayant*
 " O *sousscrit i-*
 " *ceux,*

* Le Serment d'allégeance mentionné dans cet Acte est abrogé par le Statut de W. & M. c. 1.

Les mem-
bres contre-
venants à
cet égard
seront re-

" ou

Angleterre.

gardés comme papistes recusant convaincus et punis comme tels incapables d'exercer aucun emploi dans les domaines d'Angleterre de léguer et voter en Parlement d'entreprendre des actions, d'être tuteurs, curateurs administrateurs de recevoir des legs ou dons et forfaisront £500.

Les membres obligés de prêter les dits serments et souscrire le testé aussi souvent que la Chambre le trouve-

“ et adjudgé un Papiste recusant convaincu, à tous égards, et sera puni en conséquence et inhabile à tenir et exercer aucun office ou emploi de confiance civil et militaire dans aucuns des royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, dans la principauté de Gales ou dans la ville de Berwick sur Tweed ou dans tout autre royaume de sa Majesté, Isles, ou plantations étrangères en dépendants et en outre inhabile à siéger ou voter en Parlement ou à tenter ou poursuivre aucune action, *bill*, plainte ou information suivant le cours de la loi, ou de poursuivre dans aucune Cour d'Equité, d'être Tuteur d'aucun mineur ou exécuteur ou administrateur d'une personne et de recevoir aucun legs ou donation, et forfaisra pour chaque offense volontaire contre cet acte la somme de £500. recouvrable et recevable par celui ou ceux qui poursuivront par action de dette, *bill*, plainte ou information devant une des Cours de sa Majesté à Westminster et il n'y aura ni défaut relevé, ni protestation ni Serment déferé.

“ Il sera légal à la Chambre des Communes, aussi souvent qu'elle le jugera à propos, d'ordonner à tous ou à quelques-uns des membres du Parlement de prêter publiquement dans la Chambre

“ les

Angleterre.

“ les dits Serments et de faire et souscrire la sus-dite déclaration dans le temps et de la manière qu'elle fixera ; et si quelqu'un des membres de la Chambre présume volontairement, en contravention à cet ordre, d'y siéger sans prêter les dits Serments et faire et souscrire la dite déclaration, il sera adjudgé et déclaré être en loi à tous égards incapable et inhabile à siéger en icelle et à y voter durant ce Parlement.

“ Et au cas qu'un membre de la Chambre soit rendu incapable en vertu de cet acte de siéger et voter dans la dite Chambre alors sans autre conviction ou forme de procès contre un semblable membre, la place pour la quelle il aura été élu est déclarée vacante par le présent, et il sera émané de la Chancellerie un nouveau writ sur warrant de l'Orateur d'après l'ordre de la Chambre pour l'Election d'un nouveau membre au lieu et place de celui qui aura été ainsi rendu incapable, et de même que s'il étoit mort naturellement.

“ Pendant la prestation des Serments et la souscription du testé, tous les procédés de la Chambre cesseront, et le Serment, la déclaration et la souscription, avec une cédula des noms de ceux qui les auront prêté et souscrit, seront entrés et filés sur des roles en parchemin dont le Greffier

ra à propos, et les contrevenants déclarés incapables de siéger dans ce parlement.

L'élection de ces membres déclarée nulle & l'Orateur émanera son warrant sur l'ordre de la Chambre pour une nouvelle élection.

Angleterre.

" *fier de la Chambre se pourvoira, et cha-*
que membre ne payera que 12d. pour
chaque entrée.

St. 1. W
& M. c. 1.

Les mem-
 bres de la
 Chambre
 qualifiés à
 siéger et vo-
 ter en pré-
 tant les ser-
 ments d'al-
 légiance et
 de suprema-
 cie fixés par
 cet acte et
 le rest.

" Que l'Acte de la 3^ome. année de
 Charles II. et tous autres Actes du
 Parlement en autant que le dit Acte ou
 les dits Actes concernant la prestation
 des Serment de supremacie et d'allé-
 géance ou de l'un deux, mentionnée
 dans les dits Actes respectivement par
 quelque membre de la Chambre, à
 l'égard de leur siège et vote en Parle-
 ment, sont abrogés à toutes fins que de
 droit, nonobstant toute chose au con-
 traire dans le ou les dits Actes.

" Dans tous les Parlements futures les
 Serments mentionnés dans cet Acte et
 la déclaration mentionnée dans l'Acte
 de la 3^ome. année de Charles II. seront
 pris, faits, souscrits et répétés par cha-
 que membre de la Chambre, dans le
 temps et de la manière et forme et sous
 les peines et incapacité tel et ainsi que
 les dits Serments d'allégiance et de
 supremacie et la dite déclaration par
 le dit Acte de Charles II. sont limités,
 ordonnés et appointés et non pas dans
 un autre temps ni d'aucune autre ma-
 nière, pour les rendre capables de sié-
 ger et voter en Parlement, nonobstant
 aucune chose dans le dit ou les dits
 Actes au contraire.

"Que

Angleterre.

" *Que les Elections des membres du Par-*
lement doivent être libres.

St. 1. W
& M. c. 2.
droit recla-
mé.

" *Que la liberté des discours et des dé-*
bats dans les procédés en Parlement ne
doivent point être poursuivis ou contestés
dans aucune cour ou lieu hors du Par-
lement. Statué en conséquence.

" Qu'aucun membre de la Chambre

St. 5 & 6.
W. & M.

" des Communes ne sera en aucun tems

Les mem-
bres de la

" concerné directement ou indirectement

Chambre

" ni personne pour lui dans l'affermage,

ne doivent

" collecte, ou administration d'aucuns

être nulle-
ment inté-
ressés dans

" droits ou aides qui seront c'y après ac-

les droits et

" cordés par Acte du Parlement (excepté

les aides

" les commissaires du trésor et les offi-

que le

" ciers et commissaires pour l'administra-

parlement

" tion de la Douane et du fisc, n'excé-

accordera à

" dant pas le nombre actuel dans chaque

l'avenir ex-
cepté les

" office et les Commissaires de la taxe

Commissai-
res &c.

" territoriale.) *Queré la nouveauté de*

" *cette exception.*

St. 5 & 6
W. & M.

" Qu'un ou plusieurs membres de la

c. 20. Les

" Chambre des Communes peut ou peu-

membres

" vent être membre ou membres de la

de la Cham-
bre des

" Corporation du gouverneur et de la

communes

" Compagnie de la banque d'Angleterre.

peuvent
être mem-
bres de la

" *Que tout Collecteur, Inspecteur, Mesureur ou*

banque.

" *autre Officier ou qui que ce soit intéressé ou*

Les Offi-
ciers du fisc

" *concerné dans l'imposition, collecte ou gestion*

ne doivent

" *des droits du fisc ou d'une branche ou partie*

point se mê-
ler des élec-
tions.

" *d'ice lui, qui de vive voix, par message ou*

suaider

" *écrit ou de toute autre façon cherchera à per-*

Angleterre, "suader ou dissuader quelqu'électeur de voter
 "pour un chevalier de Comté, pour un citoyen,
 "bourgeois ou baron d'un comté, d'une ville,
 "d'un bourg ou d'un des cinq ports, forfeitra
 "la somme de £ 100. dont moitié au délateur
 "et l'autre moitié aux pauvres de la paroisse où
 "l'offense aura été commise, recouvrable par
 "quiconque poursuivra par action de dette, bill,
 "plainte ou information devant une des cours
 "de record de leurs Majestés à Westminster, et
 "il ne sera alloué ni levée de défaut, ni protec-
 "tion, ni privilège ni plus d'un interlocutoire,
 "et toute personne convaincue d'une telle offense
 "sera incapable d'avoir aucun office ou emploi
 "de confiance de la Couronne.

St. 7. W.

3. c. 4.

Prohibition
 aux mem-
 bres qui se-
 rent élus
 après la
 date du
 writ de don-
 ner par eux-
 mêmes, ou
 autres à
 leurs frais,
 quelque
 chose que
 ce soit aux
 électeurs en
 particuliers
 ou aux
 comtés ou
 place en gé-
 néral aux
 fins d'être
 élus.

"Que qui que ce soit qui sera à l'a-
 "nir élu membre du Parlement pour
 "quelque comté, cité, ville, bourg, port
 "ou place dans le royaume d'Angleter-
 "re, dans la principauté de Gales ou
 "ville de Berwick sur Tweed, après la
 "date du writ de sommation ou après la
 "date, la sortie ou l'ordre du writ d'é-
 "lection pour assembler ou sommer un
 "Parlement ou après qu'une place est
 "devenue vacante, ne pourra par lui-
 "même ou par tout autre moyen de sa
 "part ou à ses frais avant son élection en
 "Angleterre, en Gales ou à Berwick di-
 "rectement ou indirectement donner,
 "présenter ou allouer à quelque person-
 "ne ayant voix ou vote à l'élection sus-
 "dite aucun argent, vivre, boisson,
 "traitement

Angleterre.
 "traitement ou provision ou faire aucune
 "promesse, convention, obligation ou en-
 "gagement, donner ou allouer aucun ar-
 "gent, vivre, boisson, provision, présent,
 "renumeration ou traitement à ou pour
 "quelque personne en particulier ou pour
 "quelque comté, cité, ville, bourg, port
 "ou place en général ou pour l'usage,
 "l'avantage, le bénéfice, l'emploi, le
 "profit ou l'avancement de la dite per-
 "sonne ou du dit endroit afin d'être élu
 "membre du parlement pour le dit com-
 "té, cité, ville, bourg, port ou place.
 "Et quiconque présentera comme ci-
 "dessus ou allouera, sera, promettra ou
 "s'engagera, agira ou procédera ainsi,
 "est par le présent déclaré inhabile et
 "incapable, d'après une semblable E-
 "lection, de servir en Parlement pour
 "le dit Comté, Cité, Ville, Bourg, Port
 "ou Place, et sera censé n'être pas Mem-
 "bre du Parlement, et il n'agira ni sié-
 "gera ni votera au Parlement, mais il
 "sera et est à tous égards comme s'il
 "n'avoit pas été rapporté ou élu &c.
 "Que tous les rapports faits volon-
 "tairement faux de quelque Chevalier
 "de Comté, de Citoyen, Bourgeois,
 "Baron des cinq ports ou de quelqu'au-
 "tre Membre pour servir en Parlement
 "sont contre la loi et prohibés par le
 "présent.

Ceux qui
 donneront
 ou promet-
 tront ainsi
 sont aussi
 inhabiles à
 servir que
 s'ils n'a-
 voient pas
 été élus.

St. 7 & 8
 W. 3. c. 7.
 continué
 par le St. 12
 & 13. W.
 3. c. 5. faux
 retours des
 Chevaliers,
 &c. illé-
 gaux &
 prohibés.

"La

Angleterre.

Action donnée à ceux contre lesquels il y a de faux retours dans les cours de *Westminster* avec double dommage et les frais entiers.

La même action est donnée aux élus contre l'officier pour faire des retours doubles, et ceux qu'ils font faire.

Les contrats promesses, &c. déclarés nuls et une amende de £300. contre ceux qui procurent des rapports faux ou doubles.

“ La partie grévée (*par un faux retour et contraire à la dernière décision de la Chambre des Communes du droit d'Élection, qui est aussi reconnu un faux retour*) c'est-à-dire, toute personne qui sera dûment élue Membre du Parlement pour quelque Comté, Cité, Bourg, Cinq Ports, ou place, par ce faux rapport, peut poursuivre les officiers et ceux qui l'ont fait ou procuré ou l'un d'eux dans quelque une des Cours de record que ce soit à *Westminster* et recouvrera le double des dommages qu'il aura encourus en conséquence avec les dépens entiers de la poursuite.

“ Si un officier volontairement, fausement et malicieusement retourne plus de personnes qu'il ne faut choisir par le Writ ou précepte qui ordonne l'Élection, la partie grévée à l'Élection a le même remède contre celui ou ceux et la partie ou les parties qui l'ont volontairement procuré ou contre quelqu'un d'eux.

“ Tous contrats, promesse, bons et sûretés quelconques faits et donnés à l'avenir pour procurer le retour de quelque Membre en Parlement ou tout ce qui le concerne seront déclarés nuls; et quiconque fera ou donnera de semblables contrat, sûreté, promesse

“ ou

Angleterre.

“ ou bon, ou quelque présent ou récom-
 “ pense pour se procurer un retour
 “ double ou faux, encourra une amende
 “ de £300, dont un tiers pour sa Majesté, un autre tiers pour les pauvres
 “ du Comté, Cité, Bourg ou lieu concerné, et un tiers au délateur, avec
 “ ses frais, recouvrables dans quelqu'une
 “ des Cours de records à *Westminster*,
 “ par action de dette, bill, plainte ou
 “ information, & il ne fera pas permis
 “ de relever le défaut ni de referer le
 “ serment, ni donné plus d'un interlocutoire.

“ Le Greffier de la Couronne entrera
 “ dans un registre les retours simples et
 “ doubles, avec les altérations & changements dans chacun d'eux, auquel
 “ toutes personnes pourront avoir accès
 “ et copie de telle partie qu'elles voudront au moyen d'un honoraire raisonnable, les parties poursuivantes
 “ peuvent donner ce livre ou un extrait véritable d'icelui en preuve et
 “ elles auront le même avantage que si
 “ elles produisoient l'original même; et
 “ si le dit Greffier ne fait pas la dite
 “ entrée fix jours après chaque retour,
 “ où s'il altère quelque retour sans l'ordre de la Chambre, ou s'il donne un
 “ certificat de quelqu'un, qui ne seroit
 “ pas rapporté, ou s'il néglige volontai-

“ rement

Le Greffier de la Couronne aura un livre d'entrée des retours, &c.

Angleterre. " rement ou omet quelque partie de son
 " devoir, à cet égard, il encourra pour
 " chaque offense une amende de £ 500.
 " envers la partie grévée (*candidat*)
 " recouvrable comme susdit, perdra la
 " place, &c. et sera incapable de la rem-
 " plir pour toujours.

Prescription
 de deux
 ans pour les
 actions sur
 ce Statut.

Les can-
 didats peu-
 vent nom-
 mer des In-
 specteurs
 du Poll et
 peuvent ex-
 iger que les
 francs ten-
 nanciers
 prêtent ser-
 ment avant
 d'être ad-
 mis au Poll.

" Chaque information ou action sur
 cet Acte sera intentée dans les deux
 années que la cause d'action aura eu
 lieu et non après.

" Lors de chaque Election qui sera
 faite d'un ou plusieurs Chevaliers de
 Comté (si un Poll est demandé,) le
 Sheriff ou Sous-sheriff appointera pour
 chaque candidat la personne qu'il lui
 nommera pour surveiller les Clercs
 qui seront chargés de prendre le Poll;
 et chaque franc tenancier avant d'être
 admis au Poll de la dite Election fera,
 s'il en est requis par les candidats ou
 l'un d'eux, le serment contenu dans
 cet acte. *Vide ante.*

Quiconque
 engage un
 voteur à se
 parjurer en-
 courra £ 40
 d'amende
 et sera inca-
 pable d'être
 témoin jus-
 qu'à ce que
 le jugement
 soit infirmé
 et faute de
 paiement
 des £ 40 il

" Et si quelqu'un engage induement
 et suborne quelque franc tenancier ou
 toute autre personne à prendre le dit
 serment pour être admis au Poll et à
 se rendre parjure par ce moyen, et
 dont il seroit convaincu, il encourra
 pour chaque semblable offense les
 mêmes peines et pénalités portées par
 un acte passé dans la 5^{me} année d'E-

" *Elizabeth*

" *Elizabeth* &c. qui statut contre ceux
 " qui &c. subornent ou engagent quel-
 " qu'un à se parjurer.

" Le Sheriff ou son Sous-sheriff en son
 " absence, n'ajournera point la Cour
 " de Comté de la place de l'Election à
 " une autre ville ou lieu que ce soit dans
 " le même Comté sans le consentement
 " des Candidats, mais procédera due-
 " ment au Poll de jour en jour et de
 " temps en temps sans autre ajourne-
 " ment et sans le consentement des Can-
 " didats pour le dit ajournement.

" Tout Sheriff, Sous-sheriff, Mair,
 " Baillif et autre officier auquel appar-
 " tient l'exécution d'un *Writ* ou précepte
 " pour élire des Membres de Parlement
 " délivrera à quiconque lui demandera
 " copie du Poll pris à l'Election en pay-
 " ant les frais raisonnables pour l'Ecrire
 " et tout Shériff, Sous-shériff, Mair,
 " Baillif ou autre officier chargé de
 " l'exécution d'un Writ ou précepte
 " pour élire des Membres de Parlement,

" qui volontairement commettra quel-
 " qu'offense contre cet Acte encourra
 " une amende de £ 500, envers la partie
 " grévée, recouvrable par elle, ses suc-
 " cesseurs ou administrateurs, avec tous
 " les frais de poursuite, sur une action
 " de dette, bill, plainte ou information
 " devant quelqu'une des Cours de *West-*

" *minster*

Angleterre.

fera empri-
 sonné six

mois &
 mis une

heure au
 pilori sui-

vant le St.
 de S. El.

ch. X.

il ne doit
 point y a-

voir d'a-

ajournement

ni de dis-

continuation

du Poll

sans le con-

sentement

des candi-

dats.

Qui que ce

soit peut

demande

copie du

Poll que

l'Officier

Rapporteur

doit deli-

vrer au mo-

yen des frais

raisonna-

bles, £ 500

d'amende

contre les

délinquants

Angleterre. " *munster*, et il n'y aura ni levée de dé-
" faut, ni protection, ni prestation de
" serment, ni privilege, ni interlocu-
" toire.

On ne peut être élu avant 21 ans. L'élection dans ce cas est nulle & le mineur qui siégeroit en parlement seroit sujet aux mêmes peines que s'il avoit siégé et voté en Parlement sans avoir été choisi et retourné. Le Shériff du Comté de *Southampton*, ou son député à la requisiion d'un

Les candidats du comté de Southampton peuvent demander, à la fin du mois de Winchester d'ajouter à Newport, " ou ion député, à la requiſition d'un ou plus des candidats pour l'élection d'un ou des Chevaliers de ce Comté ajoutera le *Poll de Winchester*, après que tous les francs tenanciers préfents auront voté, à *Newport* dans l'*Iſle de Wight* pour la facilité des habitants de la dite Iſle n'obſolant toute choſe de

St. 7 & 8.
de W. 3.
s. 7.
Les can-
didats peu-
vent de-
mander à
l'Officier
Rapporteur
le Pouvoir
de faire pré-
tér les ser-
ments d'al-
légeance et
de suprema-
cie contraire dans cet acte.

“Quiconque refusera de prêter les
serments d'allégeance et de suprémacie
prescrits par un acte passé dans la
première année de sa présente Majesté
et de la défunte Reine *Marie* ou s'il est
Quakre, refusera de souscrire la déclara-
tion de fidélité prescrite par un autre
acte de la dite première année de sa
présente Majesté et de la défunte Reine

Marie, qui doit être administré au
Poll par le Shériff ou l'officier en chef
de quelque Election que ce soit, à la
requisition d'un des Candidats, ne
pourra être admis à donner sa voix
pour l'Election d'aucun Chevalier de
Comté, Citoyen, Bourgeois ou Baron
des cinq ports pour servir en Parle-
ment.

ment. " Il est statué &c. que si quelque mem-
bre de la Chambre des Communes,
pendant le temps qu'il est membre du
Parlement, par un député ou quel-
autre en son nom ou pour son profit
prend, possède ou exerce quelque office
place ou emploi concernant l'affer-
mage, gestion ou collecte *des droits du*
fisc, ou la décision des appels à l'é-
gard des droits, ou le contrôle ou exa-
men des comptes d'icelui, il est par le
présent déclaré absolument incapable
de siéger, voter ou agir comme mem-
bre de la Chambre des Communes
dans ce Parlement.

" dans ce Parlement.
 " Qu'aussitôt que l'Acte pour la limita-
 " tion de la couronne à la Princesse
 " Sophie d'Hanovre aura force tous ju-
 " rêts nés hors des royaumes d'Angleterre,
 " d'Ecosse, ou d'Irlande ou de leurs depen-
 " dences (quovis ils soient naturalisés ou
 " faits denizains ; excepté ceux procréés
 " de parents Anglois) ne pourront être
 " membres

St. 12 &
 13. W. 3.
 c. 2.
 Limitati-
 on de la
 couronne,
 à la Maison
 d'Hanovre.

Angleterre. " membres de la Chambre des Communes.

Les mem- " Il est statué qu'aucun Membre de la
bres de la " Chambre des Communes ne pourra
Chambre " être Commissaire ou Fermier de la
des Com- " Douane, ou ne pourra tenir en son
munes in- " nom ou sous celui d'un autre pour lui
capables " à son profit et avantage, ou exercer
de " par lui même ou son député aucun
tenir aucun " office, place ou emploi touchant et
office con- " concernant la ferme, collecte ou ges-
cernant la " tion des Douanes. *Voyez auparavant*
douane " *ce qui a été dit des officiers du fisc.*
par eux- " " Si quelque Membre de la Chambre
mêmes ou " des Communes, pendant qu'il est Mem-
autrui, " bre de la Chambre, reçoit, possède
ou exerce par lui même ou par autrui
pour lui et à son profit aucun office,
place ou emploi touchant et concer-
nant la ferme ou la collecte des Dou-
nes, il est par le présent déclaré ab-
solument incapable de siéger, de vo-
ter ou d'agir comme Membre de ce
Parlement.

Les mem- " Il est statué qu'aucun Membre de la
bres de la " Chambre des Communes ne pourra
Chambre " voter dans la dite Chambre ni même
prenant et " y siéger, durant les débats, après
exerçant un " l'Election de l'Orateur, jusqu'à ce
fonction de " qu'il ait, de temps à autre, prêté et
office de cla- " soulcrit de la manière suivante le Ser-
re des in- " ment mentionné dans cet Aite, appelé
capables de " communément abjuration et changé par
siéger. " " le

St. 13. &
14. W. 3. c.
6.

Les mem- " Les mem-
bres ne doi- " bres ne doi-
vent ni vo- " vent ni vo-
ter ni siéger " ter ni siéger
avant qu'ils " avant qu'ils
aient prêté " aient prêté
le serment " le serment
d'abjuration " d'abjuration
en pleine " en pleine
Chambre " Chambre

" le Statut 1. Anne ch. XX. ensuite par Angleterre.
" le Statut de la 4. et 5. Anne chap. VIII. entre 9 heu-
" encore par le Statut de la 6. Anne chap. res du ma-
" VII. sçavoir, le dit Serment sera pris tin et 4 heu-
" et souscrit dans le présent Parlement res après
" et les subséquents, solennellement et midi.

" publiquement entre neuf heures du
" matin et quatre heures de l'après midi,
" par chaque membre de la Chambre
" des Communes, à la table, au milieu
" de la dite Chambre, et lorsqu'elle tient
" duement et l'Orateur dans la chaire.

" Et si un membre présume voter a-
" vant que d'avoir pris le dit Serment,
" il sera censé et déclaré être à tous
" égards un papiste convaincu de refus
" et encourra les mêmes peines et a-
" mendes qu'un papiste convaincu de
" refus et sera inhabile à posséder et ex-
" ercer aucun office ou emploi civil ou
" militaire lucratif ou honorifique tant
" en Angleterre, en Irlande ou dans la
" principauté de Gales que dans quel-
" qu'une des Îles ou Plantations en
" dépendant, et ne pourra siéger ou vo-
" ter en Parlement, ni tenter aucune
" action porter aucun bill, plainte, ou
" information en loi, ni poursuivre au-
" cune action en équité, ni être tuteur
" d'aucun enfant, ni exécuteur ou ad-
" ministrateur d'aucune personne, inha-
" bile à recevoir un legs ou contrat

Les mem-
bres qui
voteront a-
vant que
d'avoir pré-
t le dit ser-
ment, se-
ront présumés
papistes con-
vaincus de refus
et punis
comme tels
inhabiles à
tenir aucun
emploi à sié-
ger et vo-
ter en par-
lement à in-
tenter au-
cune action
en loi ou en
équité, à
être tuteur,
exécuteur
ou adminis-
trateur et à
payer *5 s. 6 d.*
d'amende.

" de

Angleterre.

“ de donation, et encourra pour chaque
 “ offense volontaire contre cet Acte
 “ £ 500. recevable et recouvrable par
 “ celui ou ceux qui pourluyront par
 “ action de dette, bill, plainte ou infor-
 “ mation dans quelque une des cours à
 “ Westminster, et il n'y aura ni relevée
 “ de défaut, ni protection ni référence de
 “ Serment.

L'enregis-
 treur de
 son ou
 député in-
 capable
 d'être mem-
 bre.

“ Qu'aucun enregistreur, (pour enre-
 “ gistrer les Actes, transports et testa-
 “ ments) dans la partie ouest du Comté
 “ d'York ou son député d'alors, ne
 “ pourra être élu membre du Parle-
 “ ment.

St. 4 & 5.
 Anne ch.
 8. Aucun
 Candidat
 qui a par
 lui même
 ou par au-
 trui un nou-
 vel office,
 ou qui est
 commissa-
 re ou secré-
 taire ou re-
 ceveur des
 prises, com-
 missaire des
 comptes de
 l'armée des
 malades et
 blessés des
 licences
 pour le vin
 de la ma-
 rine, agent
 d'un régi-
 ment, gou-

“ Quiconque aura en son nom ou au
 “ nom d'autrui pour lui et à son profit
 “ quelque nouvel emploi ou office lu-
 “ cratif de la couronne qui sera créé par
 “ la suite, ou quiconque sera commis-
 “ saire ou sous commissaire des prises,
 “ secrétaire ou receveur d'icelles, ou
 “ controleur des comptes de l'armée ou
 “ commissaire de transports, des ma-
 “ lades ou des blessés ou agent de
 “ quelque régiment, ou commissaire
 “ des licences pour le vin, ou gou-
 “ verneur ou député gouverneur de
 “ quelque unes des plantations, ou un
 “ des commissaires de la marine employé
 “ dans quelque port, ou pensionnaire
 “ de la Couronne sous bon plaisir, sera
 “ incapable

Angleterre.

“ incapable d'être élu ou de siéger ou
 “ voter comme membre de la Chambre
 “ des Communes.

“ Si quelque personne élue membre
 “ de la Chambre des Communes accepte
 “ quelque emploi lucratif de la couronne
 “ pendant le temps qu'il est membre,
 “ son Election sera et est déclarée nulle
 “ par le présent et il sera émané un writ
 “ pour une nouvelle Election comme si
 “ elle étoit morte naturellement; cepen-
 “ dant elle pourra être réélue, comme si
 “ sa place n'étoit pas devenue vacante.

“ Il ne sera pas créé un plus grand nom-
 “ bre de commissaire pour exercer quel-
 “ qu'office que ce soit que celui qui existoit
 “ le premier jour de cette Session.

“ Ce qui est ici contenu n'affectera
 “ aucun membre de la Chambre des
 “ Communes qui seroit officier de
 “ terre ou de mer de sa Majesté, et qui
 “ recevroit une nouvelle ou toute autre
 “ commission dans la marine ou dans
 “ l'armée.

“ Si quelqu'une des personnes qui par
 “ le présent sont déclarées inhabiles et
 “ incapables de siéger ou voter en Par-
 “ lement est cependant rapportée comme
 “ membre pour servir pour quelque
 “ comté, cité, ville ou cinq ports dans
 “ quelque Parlement, son election et re-
 “ tour sont déclarés nuls à tous égards

verneur ou
 député gou-
 verneur des
 plantations
 ou pension-
 naire sous
 bon plaisir,
 ne pourra
 être élu ni
 siéger com-
 me Mem-
 bre.

L'élection
 des mem-
 bres qui ac-
 ceptent des
 emplois lu-
 cratifs de la
 couronne
 pendant
 qu'ils sont
 membres
 est déclarée
 nulle; un
 nouveau
 writ doit
 sortir mais
 ils peuvent
 être réélus.
 Les mem-
 bres qui
 sont officiers
 de mer
 ou de terre
 en recevant
 une nouvel-
 le commis-
 sion ne sont
 point rendus
 incapables.

La nou-
 velle élec-
 tion et re-
 tour des
 membres
 incapables
 déclarés

et

Grande Br. " et si cette personne déclarée par cet
 nuls avec " acte inhabile et incapable présume fié.
 une amende " ger et voter comme Membre de la
 de £500. " Chambre des Communes dans quel-
 s'ils siègent " que Parlement, elle encourra une a-
 ou votent " mende de £500. recouvrable par
 dans quel- " quiconque poursuivra par action de
 que parle- " dette, bill, plainte ou information, et
 ment, " il ne sera pas permis de relever le dé-
 faut, de plaider privilège, ou de re-
 férer le serment, et il ne pourra y avoir
 plus d'un interlocutoire.

St. 5. Anne
c. 8.

L'acte d'u-
nion.

" Quarante cinq sera le nombre des représen-
 tants d'Ecosse dans la Chambre des Com-
 munes du Parlement de la Grande Bretagne.
 " Chaque Membre de la Chambre des Com-
 munes du Parlement de la Grande Bretagne,
 (jusqu'à ce que le dit Parlement en ordonne
 autrement) prètera les Serments respectifs
 qui doivent être prêtés, au lieu des serments
 d'allégeance et de Supremacie, par un Acte
 du Parlement passé en Angleterre la pre-
 mière année du règne des défunts Roi et Reine
 Guillaume & Marie (les nouveaux Serments
 d'allégeance & de suprémacie et sera, souf-
 crira et répètera à haute et intelligible voix
 la déclaration mentionnée dans un acte du
 Parlement passé en Angleterre dans la tren-
 tième année du règne de Charles II. (le teste)
 et prètera et soufcrira le serment mentionné dans
 un acte du Parlement passé en Angleterre la
 première année du règne de sa Majesté, (l'ab-
 juration) dans le même tems et de la même
 manière que les Membres des deux Chambres
 " du

" du Parlement sont tenus par les susdits actes Grande Br.
 " de le prêter, faire et soufcrire, sous les peines
 " et incapacités portées par iceux: il est déclá-
 " ré et convenu que ces mots (ce Royaume, la
 " Couronne de ce Royaume, et la Reine de ce
 " Royaume) mentionnés dans les dits serments,
 " qui étoient pour signifier la Couronne et le
 " Royaume d'Angleterre seront entendus de la
 " Couronne et du Royaume de la Grande Bre-
 " tagne, et que dans ce sens les dits serments et
 " déclaration seront pris et soufcris par les Mem-
 " bres du Parlement de la Grande Bretagne.

" Aucun ne sera capable d'être élu Les mem-
 " (représentant d'un Comté ou Bourg d'E- bres élus
 " cosse) à moins qu'il n'ait vingt et un pour l'E-
 " ans accomplis et qu'il ne soit protes- cosse doi-
 " tant, tous papistes étant exclus ainsi vent avoir
 " que ceux qui suspectés de papiste refu- si ans et
 " sent de prêter et soufcrire la formule être protes-
 " contenue dans le troisième acte passé tants.
 " dans la 8me et 9me Session du Parle- Même re-
 " ment du Roi Guillaume (en Ecosse) quisition
 " ni ne pourra être choisi pour repré- pour les
 " senter un Comté ou Bourg dans le candidats.
 " Parlement de la Grande Bretagne pour
 " l'Ecosse excepté ceux qui lors de la pas-
 " sation de cet acte, étoient capables par
 " les Loix d'Ecosse d'être élus Commis-
 " saires pour les Comtés ou Bourgs au
 " Parlement d'Ecosse.

" Une clause semblable pour rendre incapa-
 " bles les personnes d'être élus membres du Par-
 " lement, avec les mêmes exceptions, restrictions
 " et

“ et pénalités (dans tout le royaume uni) telles qu’elles sont portées dans le Statut de la 4^e. &

“ 5^e. d’Anne c. 8. à l’égard des Candidats et des Membres du Parlement d’Angleterre.

“ En outre que toute personne rendue

Les Candi-
dats et les
membres
d’Ecosse su-
jets aux
mêmes in-
capacités
que ceux
d’Angleter-
re.

“ incapable d’être élue ou de siéger ou voter dans la Chambre des Communes de quelque parlement d’Angleterre, sera incapable d’être élue, ou de siéger

“ ou de voter dans la Chambre des Communes de quelque Parlement de la Grande Bretagne.

“ Excepté les Commissaires actuels pour

“ disposer de l’équivalent par la présente

“ ou toute autre commission.

“ Quiconque refusera de prêter le ser-

St. 6. A.
c. 23. Les
Candidats
ou tous au-
tres peu-
vent deman-
der au She-
riff ou pré-
sident du
Poll pour
l’élection
des mem-
bres dans
la Grande
Bretagne ou
des Com-
missaires
pour choi-
sir les bour-
geois en E-
cosse de faire
prêter le
serment
d’abjurati-
on et les é-
lecteurs re-

“ ment d’abjuration, ou étant Quakre

“ refusera d’en déclarer l’effet sous son

“ affirmation solennelle, tel qu’ordon-

“ né par un acte du Parlement passé la

“ 7. W. 3. d’être administré par le She-

“ riff, le Président de l’Assemblée, ou l’Of-

“ ficier en Chef tenant le Poll aux élec-

“ tions des Membres pour servir dans la

“ Chambre des Communes pour aucune

“ partie de la Grande Bretagne, ou par

“ les Commissaires pour choisir les Bour-

“ geois de quelque endroit d’Ecosse, à la

“ requisiion de quelque Candidat ou de

“ toute autre personne présente, ne sera

“ pas capable de voter à aucune élec-
“ tion de membres pour servir dans la
“ Chambre

“ Chambre des Communes pour aucun ^{Grande Br.}
“ lieu dans la Grande Bretagne ou de
“ Commissaire pour choisir un bourgeois <sup>tant inca-
pables de
voter.</sup>

“ pour quelque place que ce soit en

“ Ecosse.

“ Aucun enrégistréur de contrats, <sup>St. 6. A.
c. 25. l’En-
régistréur
de la partie
est d’York-
shire ou son
député in-
capable.</sup>
“ transports, testaments, &c. dans la
“ partie Est du Comté d’York ou de la
“ ville et comté de Kingston sur Hull,
“ ou son député d’alors ne sera capable
“ d’être élu Membre pour servir en par-
“ lement.

“ Qu’aucune personne ne sera capable

“ de siéger ou voter comme Membre

“ de la Chambre des Communes pour

“ aucun Comté, Cité, &c. dans cette

“ partie de la Grande Bretagne appelée

“ Angleterre à moins quelle n’ait un franc

“ alleu ou un titre pour un bien à vie

“ ou pour de plus grands biens soit en

“ loi ou en équité à son usage, en terres,

“ maisons ou droits successifs de la va-

“ leur annuelle de six cents Pounds, après

“ toutes charges payées dans cette par-

“ tie de la Grande Bretagne appelée

“ Angleterre et en sus de toutes reprises

“ pour chaque Chevalier de Comté, et

“ de trois cents pounds en sus de toutes

“ reprises pour chaque Citoyen, Bour-

“ geois, &c. et les Elections et retour de

“ tous ceux qui seront élus et rapportés

“ pour servir en Parlement comme Che-

“ valiers

Les Che-
valiers de
Comtés qui
n’ont pas
£600. net
de revenu
annuel et
les citoyens
et bourge-
ois £300
sont déclara-
rés incapa-
bles de sié-
ger et leurs
elections
nulles.

Grande Br. " valiers de Comtés ou Citoyens ou
 " Bourgeois, &c. et qui ne jouiront pas
 " ou n'auront pas droit à un bien comme
 " ci-dessus requis seront nuls.
 " Rien de ce qui est contenu dans cet
 " Acte ne s'entendra exclure le fils
 " aîné ou l'héritier présomptif d'un Pair
 " ou Lord du Parlement ou de toute au-
 " tre personne qualifiée par cet Acte
 " pour servir comme Chevalier de Com-
 " tée, d'être élu et rapporté, et de siéger
 " et voter comme Membre de la Cham-
 " bre des Communes.

Excepté " le fils aîné ou l'héritier présomptif d'un pair ou d'une personne qualifiée pour servir comme Chevalier de comté.
 " aussi les universités d'Angleterre.
 " Les biens à charge de cens ne qualifient pas à moins qu'on en ait joui sept ans avant l'élection.

" Aucune personne ne pourra être qualifiée pour siéger dans la Chambre des Communes en raison d'un bien vendu à charge de reméré par une autre personne à moins qu'elle n'en ait été en possession sept ans avant son élection.

" Toute personne (excepté comme susdit) qui se présentera comme Candidat, ou qui se proposera ou sera proposée par aucun autre pour être élue, sera tenue, à la requisition de quel-
 " que candidat à la dite élection ou de
 " deux

" deux ou plus de ceux qui auront droit
 " d'y voter, de prêter le serment dans
 " la forme prescrite par cet acte, lors
 " de l'élection ou avant le jour fixé par
 " le writ de sommation pour la tenue du
 " Parlement.

" Les serments respectifs susdits seront
 " administrés par le Sheriff ou sous-
 " Sheriff de chaque Comté, ou par le
 " Mair, Baillif, ou autres Officiers de
 " chaque cité, bourg, &c. à qui il ap-
 " partient de tenir le Poll ou de faire
 " le rapport à la dite élection, ou par
 " deux ou plus des Juges à paix d'An-
 " gleterre, &c. et si quelqu'un des dits
 " Candidats refusent volontairement de
 " prêter le serment, l'élection et retour
 " de ce Candidat ou de cette personne
 " seront nuls.

" Que du jour et après la fin de ce
 " présent parlement aucun transport ou
 " droit dont on ne fera pas infodé et
 " dont on n'aura pas pris saîne un
 " an avant la date du writ pour l'assem-
 " blée d'un nouveau parlement ne pour-
 " ra, s'il est fait quelque objection à ce
 " sujet, donner droit à la personne inféo-
 " dée d'être élue à cette élection pour
 " aucun Comté ou *Stewartry en Ecoffe*;
 " et au cas qu'il y ait quelque élection
 " pendant la durée d'un Parlement, au-
 " cun transport ou droit quelconque
 " dont

Grande Br.
 " quelque
 " candidat ou
 " de deux é-
 " lecteurs.

Devant le
 " Sheriff ou
 " autre Offi-
 " cier tenant
 " le poll ou
 " faisant le
 " rapport ou
 " deux juges
 " à paix, et
 " sur le refus
 " l'élection et
 " le retour
 " déclarés
 " nuls.

2. St. 12.
 " Auc.
 " Les transf.
 " ports ou
 " droits qui
 " n'auront
 " pas été in-
 " fodés un
 " an avant la
 " date du
 " Writ ne
 " donneront
 " pas droit
 " d'être élus
 " en Ecoffe
 " ainsi que le
 " défaut d'in-
 " féodation
 " un an avant
 " la date du
 " Warrant

Grande Br. " dont l'inféodation n'a pas eu lieu un
 " an avant la date du Warrant pour é-
 " maner un nouveau *Writ* pour la dite
 " élection ne pourra, si on y objecte,
 " donner droit à la personne inféodée
 " d'être élue à cette élection: et qu'il
 " sera loisible à qui que ce soit des E-
 " lecteurs présents qui soupçonnera quel-
 " qu'un d'avoir un bien au nom d'un au-
 " tre, de requérir le président de l'As-
 " semblée de faire prêter à tout Electeur
 " le serment contenu en cet Acte intitulé,
 " *formule du serment des francs tenan-*
 " *ciers qui doit être pris, sur objection*
 " *faite, suivant le Statut 12. Anne, et*
 " *est le même mutatis mutandis, et le Pré-*
 " *sident est requis d'administrer icelui.*
 " Et dans le cas que l'Electeur refuse
 " de prêter et souscrire le dit serment
 " il ne pourra être élu à la dite élection.
 " Qu'après le 29e. Septembre, 1715,
 " qui que ce soit qui est actuellement
 " ou qui sera ci-après Membre de la
 " Chambre des Communes ne votera
 " dans la dite Chambre ou n'y siégera
 " pendant aucun débat, après la nomi-
 " nation de l'Orateur, jusqu'à ce qu'il ait
 " de tems à autre, prêté le serment d'ab-
 " juration (*voyez le*) au lieu du serment
 " d'abjuration qui en loi devoit être
 " ci-devant prêté, de la même manière
 " et avec les autres serments et déclá-

Incapable
 d'être élu
 s'il refuse
 de jurer.
 Après le
 29e. 7bre.
 1715 aucun
 membre ne
 doit voter
 avant de
 prêter les
 serments.

" ration

" ration contre la transubstantiation tel
 " et ainsi que le dit ancien serment d'ab-
 " juration devoit être prêté.

" De plus que si quelqu'un des Mem-
 " bres actuels ou futurs de la Chambre
 " des Communes dans le présent Parle-
 " ment et dans les subséquents prétend,
 " après le 29e. Septembre, 1715, voter,
 " sans avoir pris et souscrits le dit ser-
 " ment, il sera incapable de poursuivre
 " ou intenter aucune action, bill, plainte
 " ou information dans une Cour de loi
 " ou d'équité, d'être tuteur ou exécuteur
 " ou administrateur, de recevoir aucuns
 " legs ou donation, ou d'avoir aucun
 " emploi dans le Royaume de la Grande
 " Bretagne ou de voter à aucune élec-
 " tion de Membres pour servir en Par-
 " lement, et encourra une amende de
 " cinq cents Pounds recouvrable par qui-
 " conque la poursuivra par action de
 " dette, bill, plainte ou information de-
 " vant quelqu'un des cours de sa Ma-
 " jesté à Westminster où il n'y aura ni
 " levée de défaut, ni privilège, ni résé-
 " rence de serment, ni plus d'un inter-
 " locutoire, et par plainte sommaire de-
 " vant la Cour judiciaire en *Ecosse*.

" Il est statué que toute personne ayant
 " une pension de la Couronne pour un
 " terme ou nombre d'années soit en son
 " propre et privé nom ou au nom de
 " quelqu'autre

Grande Br.
 Voyez a-
 vant.
 Peines.

Note.
 St. 1. G. 1.
 c. 36.
 Les pen-
 sionnaires
 de la Cour

Grande Br. "quelqu'autre pour elle et à son profit
 "sera incapable d'être élue ou choisie
 "Membre pour siéger ou voter dans
 "la Chambre actuelle des Communes
 "ou dans celles qui seront formées à
 "l'avenir.

Pénalité
 de £20 par
 jour,

"Que tout pensionnaire susdit qui au
 "tems de son élection ou après, pen-
 "dant le tems qu'il sera membre de la
 "Chambre des Communes, prétendra sié-
 "ger ou voter en icelle, encourra une a-
 "mende de vingt pounds par chaque jour
 "qu'il siégera ou votera dans la dite
 "Chambre payable à celui qui la pour-
 "suivra devant une des Cours à *West-*
 "*minster-Hall*, avec tous les frais sur
 "une action de dette, bill, plainte, ou
 "information dans laquelle il n'y aura
 "ni défaut relevé, ni privilège, protec-
 "tion, ou référence de serment ni plus
 "d'un interlocution.

St. 3. G. 1.
 c. 18. Au-
 cun mem-
 bre de la
 banque
 n'est inca-
 pable.

St. 3. G.
 1. c. 9.
 Ni ceux
 de la Com-
 pagnie de
 la Mer du
 Sud.

St. 6. G.
 1. c. 18.
 Ni le Gou-
 verneur,
 &c. de la
 corporation
 pour l'assu-
 rance des
 vaisseaux,

"Statué que les membres de la ban-
 "que d'Angleterre peuvent être membres
 "du Parlement. Voyez St. 5. 6. W.
 "M. c. 20.

"Statué que les Membres de la Com-
 "pagnie de la mer du Sud peuvent être
 "Membres du Parlement.

"Statué que le Gouverneur, Direc-
 "teur et autres Officiers de la corpo-
 "ration pour l'assurance des Vaisseaux
 "peuvent être membres du parlement.

"Statué

Grande Br. "Statué que le ci-devant Gouverneur,
 "Député Gouverneur, les Directeurs,
 "le Caissier et le rendant compte de la
 "Compagnie de la mer du Sud et *John*
 "*Aislair*, Ecuyer, seront pour toujours
 "incapables de siéger ou voter dans
 "l'une ou l'autre Chambre du Parle-
 "ment.

Grande Br.
 St. 7. G.
 1. c. 28.
 Le ci-de-
 vant Gou-
 verneur et
 directeur
 de la Com-
 pagnie de
 la mer du
 Sud incapa-
 bles.

Je A. B. affirme que vraiment et de bonne
 foi j'ai un bien en loi ou équité à mon usage et
 profit, en terres, maisons ou Héritages de la
 valeur annuelle de six cents pounds en sus de toutes
 reprises quitte et net de toutes charges et qui me
 rend capable d'être élu et rapporté comme Mem-
 bre pour le Comté de
 suivant la teneur et l'intention véritable de l'acte
 du parlement à cet égard; et que mes susdites
 terres, maisons et héritages sont sis et situés dans
 la paroisse, ville, ou district de
 ou dans les différentes paroisses, villes ou district
 de dans le comté de
 ou dans les différents comtés de
 (tel que sera le cas).

Le même serment (*mutatis mutandis*) quant
 à la valeur de £300 par an, à être prêtée par
 les Candidats pour une ville, bourg, &c.